

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18893 - 73ÈME ANNÉE

Première conclusion de la visite de Jacqueline Gourault en Corse

Vers une révision constitutionnelle pour plus de responsabilité



Plus de responsabilité, c'est avoir les moyens de mener une politique adaptée pour lutter contre le chômage à La Réunion.

Trois jours après l'installation de la Collectivité unique de Corse, Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur, était en visite dans l'île. Elle a rencontré successivement Gilles Siméoni, président du Conseil exécutif de Corse, et Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée de Corse. L'idée d'une révision de la Constitution a été actée en vue d'un « droit à la différenciation » qui réponde « à une partie des questions posées par les élus corses », d'après la ministre. Les dirigeants corses saluent le « déblocage de la question constitutionnelle ». Ce déblocage ne concerne pas uniquement la Corse, il peut donner plus de responsabilités aux Réunionnais. Les responsables politiques sont au pied du mur, que proposent-ils ?

Mardi, l'Assemblée de la Collectivité unique de Corse issue des dernières élections territoriales a été installée. Depuis le 1er janvier, cette institution fusionne les compétences de la Collectivité territoriale de Corse, du

Département de Haute-Corse et de celui de Corse du Sud. Ces compétences sont déjà plus importantes que celles d'une Région et d'un Département réunis. Mais pour les Corses, il faut aller plus loin dans le sens de la responsabilité.

Serment sur la Constitution corse

En effet, cette première séance a débouché sur l'élection de Jean-Guy Talamoni à la présidence de l'As-

semblée, et de Gilles Siméoni à celle du Conseil exécutif de la collectivité. Les deux présidents ont ensuite prêté serment sur la Constitution corse de 1755, élaborée avant que l'île soit envahie et annexée à la France. Cette séance a également été marquée par le discours d'investiture en Corse du président Talamoni, qui rappela les principales revendications de la coalition autonomiste-indépendantiste au pouvoir : plus de responsabilités pour les Corses, un statut de résident corse pour lutter contre la flambée des prix liée à la spéculation immobilière, le corse langue officielle à égalité avec le français, et le retour en Corse des prisonniers incarcérés en France à la suite d'actes commis contre les autorités françaises. Pour Jean-Guy Talamoni, ce sont des prisonniers politiques. Cette séance a aussi vu les élus chanter l'hymne corse.

Le même jour sur les ondes de France Inter, Gilles Siméoni avait demandé à Paris de se positionner à la suite du résultat des élections territoriales. Le scrutin a donné une majorité à une coalition porteuse de revendications qui impliquent un changement de cadre : l'autonomie dans la République.

Trois jours après cet événement, Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur était hier en Corse. La responsabilité de Jacqueline Gourault est le dialogue avec les collectivités. Aussi est-elle la première membre du gouvernement à se rendre dans l'île depuis la victoire de la coalition autonomiste-indépendantiste aux élections territoriales. Cette première prise de contact du gouvernement avec les dirigeants de la Corse a été positive. C'est ce qu'indiquent les différentes déclarations à l'issue des entretiens.

« Adapter les lois à la réalité des territoires »

Interrogée par France 3, Jacqueline Gourault a indiqué que : « le président de la République a décidé depuis longtemps de faire une réforme de la Constitution sur plusieurs sujets. Parmi les sujets qui sont envisagés, c'est au fond dans le cadre d'un pacte girondin, c'est de donner une capacité d'adaptation, d'expérimentation qui soit possible pour les territoires. On sait que la France

est très différente. On sait que la Corse a une spécificité, donc il faut être capable d'adapter les lois à la réalité des territoires »

« Nous avons une réforme constitutionnelle, nous allons faire un droit à la différenciation et ce droit à la différenciation va répondre à une partie des questions que posent les élus corses. Ceci dit, puisqu'il y a une réforme constitutionnelle, on ouvre un dialogue. Les Corses pourront exprimer ce qu'ils souhaitent. »

« Perspective de la révision constitutionnelle »

Des propos allant dans le sens de ceux de Gilles Siméoni, président du Conseil exécutif de la Collectivité de Corse, sur la même chaîne : « Sur le fond, nous avons acté deux axes de travail principaux. Le premier axe, c'est, bien sûr, la mise en place et la réussite de la nouvelle collectivité de Corse, qui est un chantier considérable et extrêmement important. Et le deuxième axe, qui est effectivement une réussite au plan politique, c'est celui d'avoir acté ensemble la nécessité d'inscrire notre dialogue dans la perspective de la révision constitutionnelle générale qui est prévue. La question est donc claire : comment faire prendre en compte nos revendications pour qu'elles soient inscrites dans une révision constitutionnelle qui permettra de les satisfaire ? »

« Déblocage »

Pour sa part, Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée de la Collectivité de Corse, a précisé à France 3 à l'issue de sa rencontre avec Jacqueline Gourault : « Ce qui est d'ores et déjà acté, c'est qu'il y aura un travail s'agissant de la révision constitutionnelle et de la façon de prendre en compte les demandes de la Corse dans le cadre de cette révision constitutionnelle. On est aujourd'hui clairement en présence d'un déblocage de la question constitutionnelle. »

Et à La Réunion ?

Le prochain temps fort de ces échanges aura lieu le 6 février prochain à l'occasion de la visite officielle d'Emmanuel Macron en Corse. Le chef de l'État participera à la commémoration de l'assassinat du préfet Erignac. Nul doute que des rencontres avec les dirigeants de la Collectivité de Corse aura lieu, ce qui permettra de revenir sur les points défrichés hier avec la ministre auprès du ministre de l'Intérieur. Ainsi pourra être défini le cadre des discussions pour l'évolution institutionnelle de la Corse.

De ces premiers échanges, il apparaît que le gouvernement s'engage à une révision de la Constitution, avec comme objectif un « droit à la différenciation » permettant aux collectivités d'adapter les lois en fonction de leur réalité. C'est ce que propose le PCR pour La Réunion depuis sa création en 1959. C'est ce que le Parti communiste réunionnais a réaffirmé lors de son dernier congrès l'an dernier à Sainte-Suzanne, ainsi que dans le document remis à la ministre des Outre-mer lors de son passage dans l'île : Plus de responsabilité pour plus d'autonomie.

Dans ses vœux adressés à la population réunionnaise, le PCR appelle les forces vives de La Réunion à saisir l'occasion des Assises du développement organisées par le gouvernement pour discuter d'un projet partagé. La perspective d'une réécriture de la Constitution ne concerne pas uniquement la Corse, mais aussi les anciennes colonies de la France devenues départements depuis la loi du 19 mars 1946. Ceci renforce donc le poids des responsabilités qui pèse sur l'ensemble de la classe politique réunionnaise : le moment de présenter les propositions est arrivé.

M.M.

Edito

Faille dans les microprocesseurs Intel : crise de confiance dans le numérique

La révolution technologique a eu pour résultat le développement de l'informatique. Les ordinateurs sont partout. Ces machines ont pour base un microprocesseur. Ce composant électronique réalise les calculs nécessaires aux tâches demandées par l'utilisateur. Les machines diffusées dans les familles et les entreprises sont très majoritairement animées par un microprocesseur fabriqué par la société Intel. Cette dernière a au fil du temps acquis une position dominante dans ce domaine. Or ces derniers jours, une faille dans la conception des microprocesseurs Intel a été mise au jour. Elle compromet gravement la sécurité d'informations confidentielles stockées par un utilisateur.

Cette faille permet à une personne mal intentionnée d'agir sur les données présentes sur un ordinateur à l'insu de son propriétaire. Comme elle se situe au cœur du système, elle ne peut être corrigée totalement. Si des correctifs ont bien été mis en place, ils ne permettent pas de régler le problème définitivement. Cela ne pourra être fait qu'avec la mise en service de nouveaux microprocesseurs. Comme ce composant est la partie la plus onéreuse d'un ordinateur, et qu'il est même parfois soudé à celui-ci, son remplacement dans toutes les machines concernées est impossible.

Ce grave problème est une conséquence de la position dominante d'un pays, les États-Unis, dans la fabrication de composants-clés des ordinateurs. Outre les processeurs, c'est également aux États-Unis que sont mis au point les sys-

tèmes d'exploitation installés dans plus de 90 % des ordinateurs vendus dans le monde. D'où la crainte que les fabricants de ces logiciels aient laissés dans le code de leur produit des portes d'entrée permettant aux services secrets des États-Unis de pouvoir lire le contenu des machines qui en sont équipées. Cette fois, la menace est plus grave, car quelle que soient les logiciels installés sur la machine, la faille est exploitable car gravée dans le microprocesseur, qui est un composant physique.

Cela met en évidence une société vulnérable à cause de sa dépendance à la révolution technologique dans l'informatique sous la domination d'un seul pays. On peut s'interroger sur le fait que cette faille existe depuis au moins 20 ans, car elle est commune à tous les microprocesseurs fabriqués par Intel depuis le Pentium Pro, soit depuis le milieu des années 1990. Les dégâts sont donc considérables, et la confiance envers une économie toujours plus dépendante du numérique est sérieusement entamée.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Tribune libre de Thierry Brugvin, Sociologue

«Un réchauffement climatique de 4 degrés entrainerait une catastrophe alimentaire mondiale»

Fin 2017 se tenait à Bonn, en Allemagne, la COP23. Ce dernier sommet pour lutter contre le réchauffement climatique, n'a pas plus que les précédents été en mesure de prendre des décisions à la hauteur de cet enjeu planétaire.

Depuis, les années 2000, le mouvement de la décroissance faisait déjà souvent crier d'indignation les « personnes raisonnables ». Pourtant, généralement les décroissants ne prédisaient au pire, que de revenir à une société symbolisée par la fin du pétrole et le retour au labour tiré par un cheval de trait. Pourtant, dès 1972, le rapport Meadows étaient nettement plus alarmants. A présent, d'autres ouvrages de la même veine, tel l'ouvrage de Servigne et Stevens de 2015, intitulé « comment tout peut s'effondrer », ouvrent la voie à nouveau courant que l'on pourrait qualifier « d'effondrisme »¹. Cependant, cette fois, les prévisions s'avèrent nettement plus dramatiques que celles de la décroissance, puisque c'est carrément la survie d'une très large part de l'humanité qui est en péril et non plus seulement son niveau de vie ou son mode de

Alarmes

Selon, Gaël Giraud, chercheur au CNRS et chef économiste de l'Agence Française du développement, les prédictions catastrophiques du club de Rome sont en train de se réaliser. Le 7 juillet 2016, il tirait la sonnette d'alarme en relevant qu'en 2015, il y a eu une baisse de 4,9 % du PIB nominal mondial et c'est pire pour les PED (autour de 20 % de baisse, si on extrait la Chine et l'Inde), alors qu'il n'y a eu aucun problème économique aigu, tel un crack boursier. Tout cela correspond aux prédictions du rapport Meadows, (du club de Rome), d'un des deux scénarios d'un effondrement de la démographie en 2020 ou en 2050. Le pic pétrolier conventionnel de Hubert a été atteint autour de 2005. Le pic pétrolier, toutes techniques d'extractions confondues sera atteint selon les analystes entre 2030 et 2050. Conjugué aux problèmes climatiques et à la hausse démographique

très forte en Afrique, cela promet de graves catastrophes. A la fin du siècle il devrait y avoir plus deux mètres d'accroissement du niveau de la mer, donc les deltas seront sous l'eau, or des millions de personnes cultivent dans ces zones. La fonte des glaciers, la désertification forte, l'effondrement de la fertilité des sols sur la zone équatoriale à cause de l'élévation de la température, la baisse de la production du phosphate qui sert d'engrais, après son pic de production vers 2040-2050), l'épuisement des ressources aquifères profondes, (c'est à dire des réserves d'eau)...

Comment nourrir la population ?

Tout cela posera un grave problème pour produire suffisamment d'alimentation mondiale. Si on ne fait rien, il y aura une décennie littéralement catastrophique dans les pays du Sud. Le climat de Bordeaux en France sera celui de Séville, dans une génération (dans 25 ans, donc vers 2040) et le climat de Paris celui de Bilbao (qui est située au Nord de l'Espagne). Des énormes migrations vers le Nord vont se produire si nous ne faisons rien. Si nous avons en Europe des finances très dégradées, nous ne serons pas en mesure de réagir suffisamment, conclut Gaël Giraud².

Les objectifs des accords de Paris de 2015 prévoient de limiter l'élévation de la température à 2 degrés Celsius, cependant les instruments de régulation néolibérale, tel le marché des droits à polluer ont montré leurs inefficacités depuis plus de 20 ans. En effet, les températures s'élèvent sans cesse de plus en plus rapidement. C'est pourquoi, de nombreux climatologues et économistes notamment estiment que le réchauffement climatique pourrait atteindre au moins 4 degrés Celsius en 2100.

+6 degrés si rien ne change

Une telle élévation de la température moyenne mondiale de 4 degrés Celsius, engendrerait déjà une désertification de la majorité de la planète et donc une baisse drastique de la production agricole et donc alimentaire d'après la FAO et la Banque Mondiale³. En 2015, Guy R. McPherson, professeur émérite d'écologie et de biologie de l'université d'Arizona va plus loin encore, il estime que « le commerce – comme - d'habitude (business – as - usual) place la Terre sur le chemin d'un réchauffement de +6 degrés Celsius d'ici 2050, selon la très conservatrice Agence Internationale de l'Energie (AIE), qui est loin d'être l'ennemi du "commerce – comme - d'habitude". L'évaluation de l'AIE ne prend en considération qu'un seul gaz à effet de serre, le dioxyde de carbone. En ajoutant uniquement le méthane, on obtient une date bien plus proche pour le moment où les humains ne pourront plus vivre sur Terre, selon beaucoup de scientifiques ». Certains experts du GIEC prédisent même une augmentation de 8 degrés Celsius en 2100.

La Banque Mondiale estime « qu'à mesure que le réchauffement se rapproche de la barre de 4 degrés Celsius, on peut s'attendre à de graves conséquences susceptibles de déclencher des réactions en cascade qui dépassent les seuils de tolérance des systèmes essentiels à l'environnement et à la vie humaine. Les conditions climatiques, les vagues de chaleur et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes considérés comme exceptionnels ou sans précédent aujourd'hui deviendraient la nouvelle norme climatique — dans un monde caractérisé par un accroissement des risques et l'instabilité. Si promouvoir le développement humain, éliminer la pauvreté, accroître la prospérité pour tous et réduire les inégalités dans le monde seront des actions difficiles à mener dans une

planète à + 2 degrés Celsius, il est fort peu probable qu'elles ne soient jamais réalisées à 4 degrés Celsius de réchauffement »⁴.

Intempéries dévastatrices

Sur la base de ces différentes études scientifiques, une carte édifiante publiée par le New Scientist montre à quoi ressemblerait la planète avec 4 degrés Celsius supplémentaires. La majorité de la planète serait donc asséchée, voire désertifiées, ou soumises à des intempéries dévastatrices pour l'agriculture sur l'ensemble du globe, à l'exception de la partie haute de l'hémisphère Nord situé au-dessus de la Belgique. Ainsi, de nouvelles zones potentiellement cultivables auraient supplantes les glaces du pôle Nord, mais elles ne compenseraient pas du tout les gigantesques pertes au Sud. Seules quelques rares et étroites zones vertes cultivables subsisteraient au Sud de la latitude de Bruxelles. Ce qui générerait un accroissement énorme des famines et donc de la mortalité.

Hécatombe de la population mondiale

Le rapport Meadows remis à jour en 2008 (et publié en France en 2012), montre que la démographie n'atteindra jamais 11 milliards, mais seulement 7,8 milliards,⁵ car sa croissance cessera en 2030. À partir de cette année-là, la démographie mondiale diminuera fortement pour s'écrouler en 2100 à seulement 4,43 milliards d'habitants⁶, c'est-à-dire au niveau de l'année 19807. Il y aurait donc une hécatombe de la population mondiale, avec 3,3 milliards d'humains qui mourraient prioritairement par manque de

nourriture entre 2030 et 2100, soit près de 43 % de la population ! Guy Mc Pherson, professeur émérite, en études des ressources naturelles écologiques et de la biologie évolutive à l'Université de l'Arizona n'hésite pas à affirmer carrément que « l'extinction de la race humaine est aujourd'hui inévitable ! » parce que l'humanité à dépasser les limites écologiques de la planète (climat, ressources, etc)⁸.

En 2009, il y avait déjà 1,02 milliard de personnes en situation de malnutrition, selon un rapport de la FAO, soit 1 plus d'une sur 7. Selon Jean Ziegler, « la mortalité due à la sous-alimentation représentait 58 % de la mortalité totale en 2006. En 2006, plus de 36 millions sont mortes de faim ou de maladies dues aux carences en micronutriments »⁹.

Entre le début du 21e siècle et 2015, il a donc déjà plus de 5 milliards de personnes mortes de faim, alors qu'elles auraient pu être sauvées par le partage des richesses, puisqu'il y a encore actuellement suffisamment de nourriture pour alimenter tous les humains. Cependant, c'est malheureusement déjà trop tard pour les sauver, mais une large partie de l'humanité des personnes bien nourries, ne s'en est guère émue jusqu'à présent... Cependant, il faut continuer à agir pour limiter la disparition des milliards d'autres êtres humains avant 2100.

Face à l'incertitude des réussites futures, il y a l'attitude des combattifs irréalistes contre celle des défaits réalistes. Mais il existe une troisième attitude, celles des combattifs réalistes. C'est-à-dire qu'ils considèrent qu'il ne faut pas se décourager devant la catastrophe à venir, mais continuer à agir, afin de développer des solutions pour limiter les dégâts écologiques, pour préparer la reconstruction avec les survivants de ce grand cataclysme planétaire. Toutes les alternatives socio-économiques et écologiques imaginées et expérimentées à présent sont donc indispensables pour

reconstruire ensuite une nouvelle société. C'est pourquoi il faut agir maintenant, sans se désespérer, afin de préparer le futur.

1. SERVIGNE Pablo, STEVENS Raphaël, Comment tout peut s'effondrer, Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes, Seuil, 2015.

2. GIRAUD Gaël, Interview à l'AFD, le 7 juillet 2016, <http://www.dailymotion.com/video/x4jv8tb>

3. BANQUE MONDIALE, Baissons la chaleur : Face à la nouvelle norme climatique, 2014 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank 1818 H Street NW, Washington DC.

4. BANQUE MONDIALE, 2014

5. Correspondant à la valeur normalisée d'environ 0,47 du modèle standard (BAU) de TURNER, G. M. "A comparison of The Limits to Growth with 30 years of reality", Global Environmental Change, 18, pp. 397-411, 2008.

6. La valeur normalisée de 0,28 environ du modèle standard (BAU) de Turner (2008)

7. ONU, World Population Prospects, The 2015 revision, 2015.

8. MCPHERSON Guy R., "The Politics of Addressing Climate Change", Revue Shift, Nov. 2015

9. ZIEGLER Jean, L'Empire de la honte, Fayard, 2007 p.130.

Thierry Brugvin

Thierry Brugvin est auteur de 6 chemins pour la décroissance (dir.), Chroniques sociales, à paraître en 2018 et de Etre humain en système capitaliste, Yves Michel, 2015.

In kozman pou la rout

« Ou néna ka ral out karang an atandan »

Ral son karang, sa in kozman la bien évolyé dann lo tan. In tan téi di sa kan i sava pèsh a la trène : kanote téi fish an avan, la lign dann son siyaz ziska trap in poisson téi naz dann domi profondèr : kisoï karang, kisoï lo thon, kisoï ankor bann poisson i apèl pélaïk... Kan lo zin i trap pa arien, pars sa i pé arivé, lo pèshèr i gingn in kou d'somèy é sé lo somèye k'i vien lo karang par li mèm. La vni sirtou : « Ral son karang » é sa i vé dir ral out somèye kisoï dan la mèr, kisoï dsi la tèr, kisoï kan bèf la koup kann téi ral lo sharète a montan. Parl pi kan afors lo to d'sik lé for dann san ou i gingn somèye ; i di galman ou i gingn tatane é la pa bézoi manz brède morel pou gingn tatane la. Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Morso 2. Lo vré zistoir la « Vénus Noire » téi nonm aèl la vénus hottentote

Mi rapèl sat moin la ékri yèr : moin la artrouv zistoir la dann in zournal fransé. I apèl l'Express. Mi pans moin la fine anparl fam la dann zournal Témoignages nana déza in bon koup de tan. Mé zot i koné : l'istoir sa sé in n'afèr k'i obliy fasilman, ala pou kosa mi anparl de sa zordi ankor pars sanm pou moin sa i amontr tré bien la fason bann z'éropéin, bann blan, téi oi bann noir, z'ot z'ansète konm tout demoun pa tro boushé i koné. Lé vré lo rasism syantifik la fine donn son plas lo rasism popilèr mé lé touzour rasism mèm.

Arivé dann Paris, konm moin la ékri yèr la mète aèl konm pansuyonèr dann in salon libèrtinaz é l'androi la, la fé boir aèl épi abiz dsi èl tout manyèr. Si tèlman son l'èspoir d'viv la vni plizanpli kourt. La mor té i tard pa apèl aèl l'androi nout tout i doi alé.

Kan l'ariv son mortalité...

Sartjie lé mor l'az 25 an, son tousèl, abandoné dann in bordèl. El la trap in maladi poumon épi in sèryé fon d'shagrin, d'aprè sak i paré. Son kalvèr lété pa fini pars mèm aprè mor, kont son volonté, lo bann bann soidizan om de syans konm Cuvier, in shèf dann l'anatomi, la disèk son kor, la koup aèl an morso. La mète son l'éskélète in koté, son sèks in n'ot koté, épi son fonnman in n'ot koté ankor épi la dépoz tousala dann mizé dé l'om épi sa la rès labab ziska 1970 é d'aprè sak i di demoun téi sava dann mizé la pou oir lo bann dékoupaz, épi lo bann désin, déyèr.

In l'omaj nasyonal pou la Venus noir

Apré l'aparteid, kan lo pèp sidafrikin la ging n son libèrté dépouye la Vénus noir la sort Paris pou artourn l'afrik di sid dannn la provins lo Kap, l'androi èl lé éné. Konm la loi fransèz l'avé pa prévi in ka konmsa la fé vote in loi éspésyal pou pèrmète son rèstann kor rotourn dann son péi. Tabo M'Béki prézidan la républik la rann aèl in dèrnyé l'omaj l'ané 2002 lo 30 avril.zour la, l'afrik di sid la rosoi aèl épi la fé in l'omaj nasyonal pou fam la.

La fini

NB Si zot i vé an avoir plis z'informasyon dsi la Venus noir, zot i pè alé dsi internet. Zot va trouv dsi google sansa dsi you tube in bonpé ransègnman dsi la vi madam la é konète in pé los or bann blan la fé aèl dann tan la.

Justin